

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Salariat, travail, syndicats (France) > Poste & communication (France) > **Non au licenciement de Gaël Quirante, regroupons-nous contre la répression à (...)**

Non au licenciement de Gaël Quirante, regroupons-nous contre la répression à La Poste et ailleurs !

lundi 5 février 2018, par [Collectif / Signatures multiples](#) (Date de rédaction antérieure : 4 février 2018).

RASSEMBLEMENT CONTRE LE LICENCIEMENT DE GAEL QUIRANTE ET CONTRE LA REPRESSION

mardi 6 février - 19h - Devant le Ministère du Travail

Communiqué de presse SUD Activités Postales 92 du 31 janvier 2018

Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD Activités Postales 92 et militant du Front Social, subit un véritable harcèlement disciplinaire et pénal : 10 tentatives de licenciement en 14 ans, et presque un an de mises à pied cumulées.

La Poste avait en effet tenté de le licencier en 2010 en l'accusant de séquestration alors qu'il avait participé à une occupation de la direction départementale de La Poste : son licenciement avait été refusé successivement par l'Inspection du Travail en 2010, par le Ministre du Travail en 2011, puis par le Tribunal Administratif en 2014.

En avril dernier la Cour d'Appel du Tribunal Administratif de Versailles a annulé les 3 précédentes décisions et a ainsi relancé toute la procédure ! L'Inspection du Travail a de nouveau refusé son licenciement mais c'est désormais M^{me} Penicaud, Ministre du Travail et ex-DRH de Danone qui va décider du sort de Gaël ! Notre mobilisation doit empêcher son licenciement !

La Poste a décidé de frapper fort contre les militantes et militants combatifs. L'intervention du GIPN contre les grévistes du centre de tri de Bègles-Bordeaux en 2005 avait constitué le coup d'envoi de cette offensive. Depuis, les poursuites disciplinaires et pénales, les licenciements, les sanctions disciplinaires se sont multipliées contre les syndicalistes et plus largement contre toutes celles et ceux qui refusent de courber l'échine : 10 ans de mises à pied cumulées par les militantes et militants SUD et CGT en Ile-de-France depuis 2012 ont été recensées, 14 ans depuis 2010 ! 4 militants syndicaux du 92 ont été mis en garde à vue en pleine grève en 2014. Olivier Rosay a subi à lui seul 69 mois de suspension de fonction ! Dans le 92 aussi, Yann Le Merrer a été révoqué, puis en attente de poste suite à l'obligation faite à son employeur de le réintégrer.

Cette logique répressive touche aujourd'hui l'ensemble du monde du travail : plus de 4000 poursuites disciplinaires ou pénales ont été intentées contre des grévistes ou des manifestants depuis le mouvement de 2016 contre la Loi Travail. Si nous regroupons nos forces, nous pouvons faire reculer la répression : tel est le message que nous porterons lors du rassemblement qui aura lieu le 6 février 2018 !

Parmi les premiers signataires : Jean-Pierre Mercier (CGT PSA), Cécile Gondard (Secrétaire nationale Solidaires), Éric Beynel (Secrétaire national Solidaires), Pierre Khalfa (Copernic), Willy

Pelletier (Copernic), Mickael Wamen (CGT Goodyear), Xavier Mathieu (ex CGT Continental), Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise), Eric Coquerel (France Insoumise), Olivier Besancenot (NPA), Philippe Poutou (NPA), Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière), Mickaël Wamen (CGT Goodyear), Romain Altmann (Info com CGT), Frédéric Lordon (Economiste, Nuit Debout), Loïc Canitrot (Compagnie Jolie Môme)...

Communiqué du NPA

Non au licenciement de Gaël Quirante. Toutes et tous unies contre la répression !

Gaël Quirante, secrétaire départemental de SUD PPT 92, militant du NPA et du Front Social, fait l'objet d'une énième tentative de licenciement de la part de la direction de La Poste. Cette tentative participe d'une politique de répression systématique des syndicalistes combatifs dans cette entreprise, où, rien qu'en Ile-de-France, plus de dix années de mise à pied cumulées ont été infligées à des militant-e-s en raison de leur activité syndicale. Cette fois encore, l'inspection du travail a refusé la demande d'autorisation de licenciement et a clairement démontré qu'il s'agissait d'une mesure discriminatoire. Le dossier est donc maintenant entre les mains de la ministre-DRH Pénicaud, ce qui laisse craindre le pire.

Parce qu'une attaque contre un seul est une attaque contre tous, le NPA, avec son porte-parole Philippe Poutou, sera présent au rassemblement appelé par SUD PPT 92 le 6 février à 19h devant le ministère du travail pour exiger que Gaël ne soit pas licencié.

La répression, qu'elle vienne du patronat ou de l'appareil judiciaire, est aujourd'hui le corollaire systématique de la politique pro patronale, sécuritaire et raciste que mènent Macron et son gouvernement. Elle touche aussi bien les syndicalistes combatifs, les militant-e-s des quartiers populaires que les associations qui viennent en aide aux migrants ou aux sans-papiers. Cela ne peut plus durer !

L'ensemble des organisations attachées aux libertés démocratiques et syndicales doivent se regrouper et former un front uni contre la répression. Ce n'est que de cette façon que nous les ferons reculer. Le rassemblement du 6 février doit être une première étape en ce sens.

NPA, Montreuil, le 5 février 2018
